

PressMob

Édition écrite

LES GESTES INDIVIDUELS NE SUFFISENT PAS

Nous avons besoin de politiques et de lois contraignantes imposant le “Zéro émission de GES”.

Marc Brullemans, Ph.D. Biophysique,*

Membre du [Collectif scientifique sur la question du gaz de schiste et les enjeux énergétiques au Québec](#)

Jacques Benoit, D.E.S.S. Développement économique communautaire*

Ce texte fait partie d'une série de 15 articles qui visent à faire connaître le Plan des Chantiers de la DUC, élaborés par l'équipe de Group Mobilisation (GMob) dans le cadre de la « [Déclaration citoyenne universelle d'urgence climatique](#) », qui a été reconnue par 525 municipalités représentant 80% de la population québécoise.

DES UNIVERSITAIRES (2 de 15) – En conférence de presse, le 16 novembre dernier, le premier ministre François Legault et son ministre de l'Environnement et de la lutte aux changements climatiques étaient tout sourire : ils présentaient leur [Plan pour une économie verte 2030](#), où le Québec tenait le rôle de chef de file pour son peu d'émissions de GES par habitant « *particulièrement en comparaison avec les juridictions auxquelles [le Québec] se compare habituellement* ».

L'astuce, ici, avait été de choisir des juridictions qui nous avantageaient, soient les autres provinces canadiennes et chaque État américain pris individuellement. Une comparaison avec l'ensemble des pays, montre plutôt qu'en 2018, nos émissions territoriales de 9,5 tonnes équivalent CO₂ par habitant par année, excédaient de beaucoup la moyenne mondiale (6,4 tonnes équivalent CO₂). [Sur 192 pays, le Québec se situerait au 146^e rang parmi les pays les moins émetteurs de GES](#), devant la Belgique (148^e), mais derrière l'Allemagne (144^e), l'Espagne (118^e), le Royaume-Uni (117^e), l'Italie (112^e), la France (98^e) et la Suède (51^e), des juridictions avec lesquelles on s'est pourtant beaucoup comparé depuis le début de la pandémie. Même la Chine, au 137^e rang, fait encore mieux que nous! Et si on totalisait historiquement les émissions du Québec par habitant, la situation apparaîtrait pire encore. Le Québec deviendrait un “chef de file”, mais pour [les mauvaises raisons](#).

Secundo, le gouvernement québécois continue d'ignorer les résultats de la dernière génération de modèles climatiques, lesquels indiquent des températures de plus en plus élevées pour un même scénario d'émissions de GES; la sévérité et le nombre des désastres annoncés s'en trouvent donc augmentés.

Tertio, il ne reconnaît pas que nos fortes émissions de GES sont directement reliées à notre mode de vie. Il fait ainsi siennes les politiques qui mettent en danger la civilisation et la vie. Au lieu d'établir une nouvelle économie, véritablement « économe », fondée sur les limites biophysiques de la planète, notre premier ministre [prépare la relance](#). Ne nous y trompons pas, sa « nouvelle économie » sera toujours la même: nous continuerons, par nos pratiques économiques et sociales, de foncer encore plus vers le précipice climatique qui, dans les prochaines décennies, menacera de plus en plus la vie telle qu'on la connaît.

Quels sont les faits ?

- Selon [l'accord de Paris de 2015](#), les pays doivent réduire considérablement leurs émissions de GES afin de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète à 1,5 °C, soit nettement en dessous de 2,0 °C par rapport aux niveaux préindustriels;
- Or, une augmentation de la température planétaire de 1,5 °C aura des impacts dévastateurs et chaque dixième de degré au-delà de 1,5 °C aura des effets pires,

menaçant des vies, des moyens de subsistance et des économies.

- [Les dernières études sur le climat](#) indiquent que nous devons atteindre le "zéro émission (de GES) de toute urgence, et l'atteindre dès 2030 et non pas en 2050", afin de nous prémunir de cataclysmes causés par le réchauffement planétaire.
- Dans ce cadre, **les actions individuelles ne peuvent suffire** pour régler les enjeux du climat et de la biodiversité. Il faut des politiques claires, un ensemble de lois cohérentes et un nouveau contrat social, largement accepté, et dont l'adoption est impérative, si l'on veut éviter certains seuils critiques.

C'est pourquoi...

- Nous devons cesser de banaliser le réchauffement climatique en cours. Comme l'affirme le Breakthrough National Centre for Climate Restoration, une augmentation de 1,5 °C n'est pas sans danger, et une hausse de 2 °C est très dangereuse et pourrait nous mener droit à la catastrophe. Or, nous nous dirigeons vers une augmentation de +3 °C à +5 °C pour l'an 2100.
- Nos gouvernements doivent mettre en application sans délai et sans restriction un plan d'urgence climatique tel que le Plan des Chantiers de la DUC.
- Des politiques et des lois Zéro émission de GES doivent être édictées, transmises et comprises.
- Nos gouvernements doivent participer de toute urgence à la coordination et au renforcement de mesures mondiales déterminantes pour contrer la catastrophe climatique. Il faut aller au-delà des [cibles nationales actuelles](#), tel que le répète depuis nombre d'années l'ONU.
- Même la carboneutralité, en 2030, ne sera pas suffisante pour rétablir l'équilibre thermique. Nous devons poursuivre encore plus loin, et soutirer du carbone de l'atmosphère.

- Afin d'assurer un changement de société rapide, juste et équitable, les gouvernements de tous les niveaux doivent soutenir - ici et ailleurs - par diverses mesures les populations et les communautés qui seront affectées par cette transformation.

Concrètement, nos gouvernements doivent, par exemple:

- Adopter en 2021 une loi intégrant la cible de Zéro émission de GES avant 2031 la rendant obligatoire et interdisant de revoir à la hausse les émissions pour tout futur gouvernement;
- Déployer des efforts de temps de guerre pour supporter la transformation de toutes les régions;
- Intégrer dès que possible dans tous les parcours éducatifs un même enseignement sur l'urgence climatique et sur les enjeux auxquels notre société est désormais confrontée.

Les municipalités devraient, entre autres :

- Demander l'adoption du Plan des Chantiers de la DUC par les gouvernements supérieurs;
- Soutenir la réorganisation des communautés et des entreprises locales en vue d'accroître leur résilience.

Quant à nous, citoyennes et citoyens, nous pouvons, notamment:

- Accentuer la pression auprès des responsables de tous les paliers de gouvernement pour la mise en place du Plan des Chantiers de la DUC;
- Exiger des mesures permettant une conversion économique, rapide, juste et équitable tout en soutenant - ici et ailleurs - les populations affectées par cette conversion.

L'avenir qui s'annonce n'est pas rose, et il invite à une dignité et à une responsabilité qui fait cruellement défaut actuellement. Chose sûre, le chemin qui nous mène sur une meilleure trajectoire doit être exempt d'énergies fossiles (à lire dans le prochain article).

(Tiré de la Fiche C-DUC 1 du [Plan de la DUC.](#))

* Membres du regroupement [Des Universitaires](#)

Grâce à la collaboration du Regroupement des Universitaires,
cet article a été publié dans la page « Opinions » des éditions numériques du samedi des Coops de l'information :
Le Soleil Le Nouvelliste Le Quotidien Le Droit La Tribune La Voix de l'Est

Questions ou commentaires? info@desuniversitaires.org
Pour devenir membre Des Universitaires et contribuer: <https://desuniversitaires.org/adhesion/>